

lundi 12 Mars 2018

Ford ne voit « aucune opportunité de production » au-delà de 2019 pour son site de Blanquefort

Ford a annoncé le 9 mars ne voir « aucune opportunité de production » au-delà de 2019 pour son site de Blanquefort (Gironde), et a souligné son engagement à « rechercher un repreneur potentiel intéressé par le site », confirmant sa volonté d'un retrait total de l'unité de production de boîtes de vitesse.

Dans un communiqué publié en marge d'une réunion de suivi à Bordeaux entre Etat, direction du constructeur d'automobiles, syndicats et élus locaux, Ford-France indique que les projections actuelles de volumes production sont « saines jusqu'au cours de 2019 » pour l'usine de Blanquefort, qui emploie 910 salariés. Cela devrait permettre la poursuite de l'activité et des emplois associés jusqu'alors, « bien que cela dépende de la demande du marché », ajoute le communiqué.

Ford France confirme avoir déjà lancé le processus de création « d'une équipe dédiée à l'identification d'un potentiel repreneur » du site de Blanquefort, Ford Aquitaine Industries (FAI), qui comprendra le directeur du site, et informera le comité d'entreprise le 15 mars de l'agenda à venir. Par son communiqué, le constructeur confirme qu'il envisage pour Blanquefort l'hypothèse d'un repreneur « intéressé et engagé à proposer une solution viable et pérenne pour FAI ». Il exclut de fait tout autre scénario, en particulier celui du maintien d'une quelconque activité de Ford sur le site.

« La discussion n'est pas terminée », « nous avons posé des questions très précises (...) nous n'avons pas eu encore de réponses claires », a déclaré à l'issue du comité de suivi le délégué interministériel à la restructuration industrielle, Jean-Pierre Floris. « Des explications détaillées nous ont été promises pour le prochain comité d'entreprise » du 15 mars, a ajouté M. Floris, qui préside à Bercy un groupe de travail chargé de plancher avec Ford sur l'avenir du site girondin. Il a évoqué un « engagement précis » de Ford Europe de « maintenir une charge (d'activité) normale jusqu'à la fin 2019 », et « nous mettrons tout notre poids dans la balance pour réaliser cela », a-t-il dit.

« La priorité absolue, c'est le maintien de l'emploi et de l'activité » du site, a ajouté le représentant de l'Etat, soulignant que Ford « a des responsabilités vis à vis de cette usine et de ses employés ». (AFP 9/3/18)

La direction de l'usine Bosch de Rodez présente son projet de modernisation d'une ligne de production d'injecteurs diesel

La direction de l'usine Bosch de Rodez a présenté le 9 mars, en comité d'entreprise extraordinaire, son projet de modernisation d'une ligne de production d'injecteurs diesel.

L'intersyndicale de l'usine d'Onet-le-Château, dans la périphérie de Rodez, qui emploie 1 600 salariés, craint pour l'avenir en raison des baisses de vente des véhicules diesel, dont le site aveyronnais de Bosch a fait sa spécialité, en produisant bougies et systèmes d'injection, avec Renault comme principal client.

La direction du groupe allemand a proposé fin janvier d'investir 14 millions d'euros sur le site de Rodez, pour « moderniser » une seule des deux lignes de production d'injecteurs. Mais elle demande en contrepartie, avant avril, l'adhésion des salariés à un accord de compétitivité qui prévoit notamment une baisse du temps de travail.

Une délégation de l'intersyndicale se rendra à l'Assemblée nationale le 14 mars avec l'intention d'interpeller Bosch-France, mais aussi le ministre de l'Economie Bruno Le Maire, sur la nécessité d'implanter une ou plusieurs de lignes pour moteurs à essence pour pérenniser le site. D'après le calendrier annoncé vendredi par la direction, la modernisation d'une des deux lignes pour moteurs diesel doit commencer au premier trimestre de 2019, avec une homologation pour fabriquer des injecteurs de dernière génération, prévue au deuxième trimestre de 2019.

Début mars, la direction de l'usine a annoncé son intention de recourir à l'activité partielle de 2018 à 2021, avec gel des salaires en 2018-2019, pour éviter une baisse des effectifs. (AFP 9/3/18)

Mobility Tech Green sur le chemin de la croissance

Le spécialiste de l'autopartage BtoB Mobility Tech Green annonce avoir dépassé le cap des 5 000 véhicules en portefeuille (équipés de sa solution e-Colibri) et un doublement de son chiffre d'affaires en 2017, à 3 millions d'euros.

Ces derniers mois, l'entreprise a signé des contrats en Espagne et au Luxembourg, lancé une plateforme multimodale, mis à la route son 1 500^{ème} véhicule en autopartage pour le compte d'Orange, son principal client, et recruté de nouveaux collaborateurs. La société ne compte pas lever le pied en 2018 et annonce un programme de R&D qui sera dévoilé en mai prochain. Baptisé « I2M » pour Intelligence to Mobility, il se concrétisera dans un premier temps par la mise en place d'un incubateur au sein de l'entreprise pour détecter et accompagner des jeunes pousses spécialisées dans la mobilité.

« Nous confirmons ainsi notre volonté de nous concentrer non plus seulement sur l'autopartage, mais bien sur le secteur de la mobilité professionnelle. Nous avons aujourd'hui à cœur de mettre notre expérience au profit de jeunes start-ups qui se lancent afin de les accompagner dans leur développement », explique Pascal Roux, président de Mobility Tech Green.

L'autre grand sujet sera le développement de son outil d'intelligence artificielle dévoilé récemment, à l'occasion du CES de Las Vegas. Une première expérimentation est prévue avec Enedis. Le gestionnaire du réseau d'électricité en France souhaite optimiser les déplacements de ses techniciens grâce à cet outil.

L'objectif de Mobility Tech Green est désormais de passer la barre des 10 000 véhicules équipés d'ici à 2020. (JOURNALAUTO.COM 9/3/18)

L'impact de la voiture électrique sur la demande de métaux

Dans une étude intitulée « Voiture électrique, quel impact sur la demande de métaux ? », le groupe OFI Asset Management émet un certain nombre d'hypothèses, à la fois sur le développement de la voiture électrique, mais aussi sur le type de batteries utilisé. Il en ressort qu'avec une part de marché qui ne peut, techniquement, dépasser les 5 % à horizon 2021 sur le marché automobile, l'impact pour les principaux métaux nécessaires à la fabrication de ces véhicules devrait rester gérable, à l'exception du cobalt, qui pourrait connaître de vraies tensions d'approvisionnement dès les prochaines années. L'offre des autres métaux devrait, elle, pouvoir être satisfaite sans trop de heurts.

La situation pourrait en revanche entraîner une légère tension sur le prix du nickel de qualité et le cuivre. Surtout, cette augmentation de la demande est de nature à augmenter la volatilité du prix des métaux concernés. En effet, avec un équilibre de plus en plus difficile à maintenir, le moindre incident sur la production pourrait entraîner une flambée des prix à court terme.

Ce pourra notamment être le cas sur le marché du cuivre, où de nombreuses compagnies (environ 30 % de la production mondiale est concernée) doivent cette année renégocier les conditions salariales de leurs employés, dans un contexte difficile de remontée des prix. Au-delà de la problématique de la mobilité électrique, la question de la disponibilité de certains métaux, qualifiés de rares et indispensables à la nécessaire transition énergétique, sera sans doute dans les années à venir au cœur de tractations politiques et commerciales qui pourraient redessiner les accords commerciaux en vigueur. (OFI ASSET MANAGEMENT 12/3/18)

2 000 postes à pourvoir au Salon de l'Emploi automobile

Organisé par Autorecrute.com, site spécialisé dans l'emploi automobile et partenaire du Journal de l'Automobile, le Salon de l'Emploi automobile se tient deux fois par an au siège social du groupe Argus, à Paris. La huitième édition aura lieu le 22 mars, avec, à la clé, une trentaine d'exposants qui viendront proposer leurs offres d'emplois et de formations. Seront présents des distributeurs (Brie des Nations, Garages Nation, les groupes Bernard, Courtois, Hess, Parot, Schumacher ou encore Neubauer BMW, PSA Retail et RRG), mais aussi des loueurs de longue durée (ALD Automotive – Parcours) et des acteurs de l'après-vente (Feu Vert, Oscaro, Speedy).

Les 600 visiteurs attendus pourront découvrir les 2 000 postes à pourvoir, dont 400 auprès des exposants et 1 600 via le site Autorecrute.com. Tous les types de postes seront proposés dans les domaines de la vente et de l'après-vente. (JOURNALAUTO.COM 9/3/18)

Ouverture prochaine de la première ligne d'autocar 100 % électrique en France

Flixbus va ouvrir à Pâques la première ligne régulière d'autocar 100 % électrique en France, entre Paris et Amiens. « Une exclusivité mondiale. Jamais cela n'avait encore été proposé

sur cette distance », se félicite le directeur général de Flixbus Yan Lefranc-Morin. Les 170 km du trajet seront réalisés avec des véhicules fabriqués par le constructeur chinois Yutong. « Un bus 100 % électrique dépensera une douzaine d'euros pour faire le plein d'électrons qui lui permettra de parcourir d'une seule traite la distance Paris-Amiens. L'équivalent en gazole coûterait au moins 70 euros », souligne M. Lefranc-Morin. Un car électrique coûte à l'achat 30 % de plus qu'un modèle à moteur thermique, soit environ 400 000 euros, souligne toutefois LE PARISIEN (12/3/18).

Pour cette ligne Paris-Amiens, le prix moyen du billet s'établira autour de 12 euros pour un aller simple.

Les ventes de véhicules de passagers en Inde ont augmenté de 7,8 % en février

La SIAM (Association des constructeurs en Inde) indique que les ventes de véhicules de passagers en Inde ont progressé de 7,8 % en février, à 275 329 unités. Sur les onze mois fiscaux clos fin février, la croissance de cette catégorie de véhicules s'établit à 8 % (+ 3,6 % pour les voitures ; + 21,3 % pour les tout terrain/crossovers/SUV ; et + 4,3 % pour les monospaces).

Les ventes de véhicules utilitaires ont quant à elles fait un bond de 31 % en février, à 87 777 unités. Sur onze mois, elles ont augmenté de 19,3 % (+ 11,9 % pour les véhicules de fort et moyen tonnage ; et + 24,6 % pour les utilitaires légers). (ECONOMIC TIMES 12/3/18)

Denso investit 800 millions de \$ pour accroître sa participation dans Renesas Electronics

Denso, filiale de Toyota, vient d'officialiser une nouvelle prise de participation dans le fabricant de semiconducteurs Renesas Electronics moyennant un investissement de quelque 800 millions de dollars. Denso a ainsi acquis 4,5 % du capital de Renesas auprès du fonds d'investissement Innovation Network Corp of Japan (INCJ), qui en possède 50,1 %. Denso possède désormais 5 % du capital de Renesas tandis que la participation d'INCJ tombe à 45,6 %.

Comme d'autres équipementiers tels que Valeo, Denso oriente sa stratégie sur la voiture connectée et autonome, ce qui nécessite de gros investissements tant pour la partie matérielle que logicielle.

La semaine dernière, Toyota a annoncé la création d'une nouvelle coentreprise avec Denso et Aisin Seiki, qui investira plus de 2,8 milliards de dollars dans les logiciels de conduite autonome. (AUTOMOTIVE NEWS 9/3/18)

Pininfarina compte doubler son chiffre d'affaires d'ici 3 à 5 ans

Pininfarina vise un chiffre d'affaires de 1 milliard de dollars d'ici 3 à 5 ans, grâce aux activités d'ingénierie de Tech Mahindra. Les deux entreprises réalisent un chiffre d'affaires combiné de 500 millions de dollars environ par an.

Tech Mahindra détient 76 % du capital de Pininfarina depuis fin 2015. « Mahindra nous a permis de retrouver une stabilité financière et d'approcher des clients que nous n'aurions pas pu atteindre seuls. Nous avons ainsi été en mesure depuis deux ans de développer notre potentiel », a déclaré Silvio Pietro Angori, directeur général de Pininfarina. « Nous avons accru de 20 % le nombre de nos clients ces deux dernières années, à 110 », a-t-il ajouté. (ECONOMIC TIMES 11/3/18)

Le futur SUV de Ferrari pourrait recevoir un moteur V8 hybride

Ferrari dévoilera un nouveau modèle hybride l'année prochaine, et il pourrait s'agir d'un SUV. Sergio Marchionne, administrateur délégué de FCA et président de Ferrari, a en effet expliqué que la première Ferrari hybride V8 arriverait en 2019 mais qu'à l'heure actuelle, il ignorait encore quel modèle inaugurerait ce groupe propulseur. M. Marchionne a ajouté que, selon lui, il s'agirait « probablement » du premier SUV de la marque, qui doit justement faire son apparition sur le marché en 2019.

Le groupe propulseur hybride se retrouverait ensuite sur d'autres modèles. (AUTO PLUS 11/3/18)

Lexus estime que l'Europe sera le premier marché pour son nouveau crossover UX

Lexus s'attend à ce que l'Europe soit le premier marché pour l'UX, son nouveau crossover compact. L'UX a été conçu pour ressembler à un SUV mais pour être conduit comme une berline à hayon. « Nous avons réalisé qu'un crossover typique ne serait pas très intéressant, ce segment étant très concurrentiel. Alors nous avons décidé d'offrir une conduite sportive à nos clients », a déclaré Chika Kako, ingénieur en chef de l'UX, lors du salon de Genève la semaine dernière.

L'an dernier, les ventes de SUV compacts haut de gamme en Europe ont augmenté de 24 %, à près de 465 000 unités. Les ventes de l'UX en Europe débuteront en octobre, environ deux mois avant le début des livraisons aux Etats-Unis.

L'UX est le premier modèle Lexus doté du nouveau moteur à essence de 2,0 litres de la marque ainsi que le premier à recevoir la nouvelle architecture globale GA-C, dérivée de la plateforme modulaire TNGA de Toyota qui équipe les Prius et C-HR, notamment. (AUTOMOTIVE NEWS EUROPE 12/3/18)

Les manipulations des niveaux d'émissions des diesel aurait coûté près de 1,2 milliard d'euros à l'Allemagne

Selon une étude, les manipulations des niveaux d'émissions des diesel aurait privé l'Etat allemand de près de 1,2 milliard d'euros de recettes fiscales en 2016, la taxe sur les automobiles étant en partie calculée d'après les émissions de CO₂ des voitures immatriculées.

En effet, outre les niveaux de NOx, les émissions de CO2 de certains modèles diesel commercialisés en Allemagne étaient également sous-estimées. Or, la taxe sur les automobiles (que les consommateurs doivent payer à l'achat ainsi qu'annuellement) dépend des émissions de CO2 des voitures. Etant donné que ces émissions ont été sous-estimées, les recettes fiscales ont été impactées.

Sur la période de 2010 à 2016, la crise du diesel aurait provoqué une perte de recettes fiscales de 40 à 50 milliards d'euros dans 11 pays européens (dont la France, la Suède, le Royaume-Uni et l'Autriche), dont 4 milliards d'euros uniquement en Allemagne.

Selon les pays, les taxes peuvent être différentes (bonus-malus en France, taxe automobile en Allemagne, etc.), mais dans tous ces pays, une partie de l'imposition dépend des émissions de CO₂.

Cette étude a été réalisée à la demande du parti allemand Die Grüne (les Verts) et a été présentée au Parlement européen. (AUTOMOBILWOCHE, SPIEGEL, SÜDDEUTSCHE ZEITUNG 10/3/18)

Geely aurait également été intéressé par BMW

Le milliardaire chinois Li Shufu, président du groupe Geely, aurait également été intéressé par une collaboration avec BMW, avant de monter au capital de Daimler.

En effet, en 2016, M. Li aurait rencontré la direction de BMW pour des discussions, portant notamment sur la façon dont un partenariat avec Geely offrirait au constructeur allemand un meilleur accès au marché chinois.

Néanmoins, une prise de participation n'aurait pas été évoquée avec BMW.

Les discussions auraient également porté sur une collaboration en vue de produire des Mini électriques en Chine via une coentreprise locale.

Au final, Geely a pris une participation dans Daimler et BMW s'est associé à Great Wall pour la production des futures Mini électriques. (SPIEGEL 9/3/18, AUTOMOBILWOCHE 10/3/18)

Dongfeng Motor a vendu 77 173 véhicules en février

Le groupe chinois Dongfeng Motor a vendu 77 713 véhicules en février (+ 4 %).

Le mois dernier, les ventes de la coentreprise Dongfeng Nissan se sont notamment établies à 58 111 unités (+ 8 %).

Dongfeng Venucia pour sa part a vendu 10 603 véhicules en février (+ 41 %).

Par ailleurs, le groupe Dongfeng Motor a indiqué qu'il se fixait pour objectif à moyen terme de vendre 2,6 millions de véhicules par an d'ici à 2022. A cet horizon, le groupe vise un chiffre d'affaires de 300 milliards de yuans (38,5 milliards d'euros).

Sur les cinq prochaines années, Dongfeng va en outre investir 60 milliards de yuans (7,7 milliards d'euros) dans son appareil de production, dans le développement de produits, dans la recherche et développement, dans les ressources humaines, dans la RSE (responsabilité sociale d'entreprise) et dans la protection de l'environnement, afin de promouvoir son développement durable. (GASGOO.COM 12/3/18)

Changan Auto a vendu 152 526 véhicules en février

Le groupe chinois Changan Auto a vendu 152 526 véhicules en février (- 32,4 %) et 389 308 unités sur 2 mois (- 24,7 %).

Le mois dernier, Changan a notamment vendu 59 195 véhicules de loisir (- 5,6 %). Sur 2 mois, ses ventes sur ce segment se sont établies à 135 269 unités (+ 10,8 %).

De plus, Changan a vendu 2 822 véhicules à énergies alternatives le mois dernier (+ 23,2 %) et 5 695 véhicules de ce type sur 2 mois (+ 52,0 %). (GASGOO.COM 12/3/18)

GAC prévoit de construire une usine aux Etats-Unis d'ici à la fin de l'année

Le groupe chinois GAC prévoit de construire une usine d'assemblage au Etats-Unis d'ici à la fin de l'année, a annoncé Zeng Qinghong, président de GAC.

La construction de cette usine s'inscrit dans la stratégie de développement à l'international de GAC. Le constructeur est déjà présent sur divers marchés d'Afrique et du Moyen-Orient.

Néanmoins, M. Zeng a fait savoir que si les coûts (de production, mais aussi de logistique et d'assurance) étaient trop élevés, GAC pourrait annuler ses plans aux Etats-Unis. (GASGOO.COM 9/3/18)

Volkswagen va rappeler plus de 33 000 véhicules en Chine

Le constructeur Volkswagen va rappeler 33 142 véhicules (des Touareg importés) en Chine en raison de valves défectueuses.

Les véhicules concernés sont des Touareg importés, produits entre décembre 2014 et novembre 2017, a fait savoir l'AQSIQ (Administration générale de la Supervision de la Qualité, de l'Inspection et de la Quarantaine).

Le rappel doit débuter le 30 avril. (XINHUA NEWS 10/3/18)

MyTaxi sera désormais disponible à Berlin

MyTaxi, une filiale de Daimler dédiée à la mobilité, va lancer son nouveau service MyTaxiMatch à Berlin à compter du mois de mai. Ce service permet à des clients avec une destination similaire de partager un taxi. Un algorithme s'assure que le regroupement de deux courses permet aux deux clients de réaliser des économies (qui peuvent aller jusqu'à 50 % du prix initial de la course).

Selon MyTaxi, ce service s'adapte « idéalement à une ville dynamique telle que Berlin ». Selon les premiers retours, le service est principalement utilisé par des clients jeunes, entre le jeudi soir et le dimanche matin.

MyTaxi est la première entreprise de réservation de taxis en Europe.
(AUTOMOBILWOCHE 9/3/18)

14 villes allemandes pourraient mettre en place des interdictions de circulation pour les diesel

Après Stuttgart et Düsseldorf, contraintes par la justice à limiter l'accès de leurs centres-villes aux modèles diesel, 14 villes allemandes pourraient avoir à mettre en place des interdictions de circulation pour les diesel.

Parmi ces 14 villes se trouvent notamment d'importantes métropoles, telles que Berlin, Munich, Mayence, Wiesbaden, Darmstadt et Aix-la-Chapelle. Des négociations orales sont déjà en cours pour déterminer une stratégie de réduction des émissions dans ces villes.

Les interdictions de circulation risquent d'être imposées si d'autres solutions ne sont pas trouvées par les villes pour réduire la pollution atmosphérique, suite à des plaintes de l'organisation de défense de l'environnement DUH. (AUTOMOBILWOCHE 10/3/18)

Par ailleurs, concernant les mesures de réduction des émissions polluantes, la Chancelière Angela Merkel a indiqué qu'elle était opposée à l'introduction d'une « vignette bleue » pour distinguer les diesel les plus sobres, qui auraient le droit de circulation en centre-ville.

La Chancelière préférerait des mesures de post-équipement et des incitations fiscales pour des modèles plus propres. (AUTOMOBILWOCHE 9/3/18)

Affaires du diesel : M. Diess appelle à un plus fort engagement de la part des constructeurs étrangers

Dans la crise du diesel en Allemagne, Herbert Diess, patron de la marque Volkswagen, appelle à un plus fort engagement des constructeurs étrangers, estimant qu'actuellement, « seule l'industrie automobile allemande essaye de d'enrayer ce problème ».

M. Diess a souligné qu'il était important que les constructeurs étrangers participent également aux mesures visant à réduire les émissions polluantes des diesel.

Actuellement, les constructeurs allemands ont été contraints de remettre aux normes leurs véhicules diesel en circulation, afin de réduire leurs émissions de NO_x via une mise à jour logicielle. Les constructeurs étrangers ne sont pas soumis à cette obligation.

En outre, les constructeurs allemands se sont engagés à verser 250 millions d'euros sur un fonds (alimentés à hauteur de 750 millions d'euros supplémentaires par l'Etat allemand) visant à financer les mesures de réduction des émissions. Les constructeurs étrangers ne participent pas à ce fonds. (AUTOMOBILWOCHEN 11/3./18)

M. Stadler estime que des rappels supplémentaires seront imposés par le KBA

Selon Rupert Stadler, patron d'Audi, le KBA (office fédéral des transports) devraient imposer de nouveaux rappels qui affecteront des véhicules diesel du groupe Volkswagen.

En juillet, Audi avait indiqué que 850 000 modèles diesel du groupe Volkswagen (des marques Audi, Volkswagen et Porsche) dotés de moteurs à 6 et 8 cylindres respectant les normes Euro 5 et Euro 6 devraient être rappelés, afin d'être remis aux normes.

Pour l'instant, le KBA a imposé 6 campagnes de rappels, concernant un total de 156 000 véhicules. Il resterait donc près de 700 000 véhicules à rappeler. (AUTOMOTIVE NEWS EUROPE 9/3/18)

Certains véhicules Volkswagen échoueraient toujours aux tests antipollution

Une étude de l'Association australienne de l'automobile (AAA) affirme que certains modèles Volkswagen rappelés et modifiés après le scandale des moteurs truqués échoueraient toujours aux contrôles antipollution et consommeraient en outre davantage de carburant.

Les véhicules avaient été rappelés après l'éclatement du scandale des moteurs truqués en septembre 2015, mais la remise aux normes ne suffirait pas pour que les véhicules rappelés respectent les normes d'émissions. Les émissions des modèles rappelés ont néanmoins été réduites.

En outre, la consommation des véhicules réparés aurait augmenté de 14 % selon l'AAA.

Les tests sur les véhicules rappelés ont été réalisés par l'AAA, en partenariat avec la Fédération Internationale de l'Automobile (FIA).

Volkswagen a démenti cette information, soulignant que la mise à jour logicielle réalisée lors de ses rappels avait été approuvée par le KBA (office fédéral des transports). Le constructeur a ajouté que les véhicules rappelés « continuaient de satisfaire aux normes européennes et australiennes en termes d'émissions ».

L'AAA souhaiterait que les tests en conditions réelles plutôt que ceux effectués en laboratoire soient utilisés pour la mise en application des législations sur les émissions des véhicules. (AFP 12/3/18)

Le conseil de surveillance de Porsche SE passera de 6 à 10 membres

Le conseil de surveillance de la holding Porsche SE passera de 6 à 10 membres, permettant aux membres de la quatrième génération de la famille Porsche-Piëch de siéger au conseil.

Ainsi, outre l'entrée au conseil de surveillance de nouveaux membres de la famille Porsche-Piëch, Siegfried Wolf, ancien président de Magna, rejoindra également le conseil.

De son côté, Hans-Peter Porsche (petit-fils du créateur de la Coccinelle, Ferdinand Porsche), âgé de 77 ans, quittera son poste au sein du conseil de surveillance et laissera sa place à Josef Michael Ahorner, Stefan Piëch et Peter Daniell Porsche. Son départ sera effectif le 15 mai 2018, à la fin de la prochaine assemblée générale.

Ces trois nouveaux membres siégeront aux côtés Wolfgang Porsche (président du conseil de surveillance de Porsche SE), de Hans Michel Piëch, de Ferdinand Oliver Porsche et de Hans-Peter Porsche.

Lors de la réorganisation du conseil de surveillance de Porsche SE, la nomination de Marianne Heiß devrait être validée.

La holding Porsche SE contrôle 52,2 % des droits de vote dans le groupe Volkswagen. (AUTOMOTIVE NEWS EUROPE 10/3/18, AUTOMOBILWOCHE 9/3/18)

Magna a ouvert un centre d'excellence en Allemagne

L'équipementier canadien Magna International a ouvert un centre d'excellence sur les matériaux composites à Esslinge, en Allemagne, pour aider les constructeurs européens à répondre au durcissement des normes d'émissions.

Le centre mettra dans un premier temps l'accent sur le développement de composants de structure légers (faux-cadres et pièces de carrosserie). Plusieurs constructeurs européens et Magna y mènent conjointement des projets de développement, a précisé l'équipementier.

Magna avait ouvert un centre similaire près de Toronto en 2010. (AUTOMOTIVE NEWS EUROPE 8/3/18)

La production et les exportations de véhicules du Mexique ont augmenté en février

328 352 véhicules ont été fabriqués au Mexique au mois de février (+ 6,2 %), dont 275 980 ont été exportés (+ 11,2 %), a annoncé l'AMIA (association de l'industrie automobile

mexicaine). Sur les deux premiers mois de l'année, la production a augmenté de 6,1 %, à 632 107 unités, a ajouté l'AMIA.

Le marché automobile mexicain a quant à lui reculé en février pour le huitième mois d'affilée. (REUTERS 6/3/18)

Le nouveau Hyundai Santa Fe a pris un bon départ en Corée du Sud

Plus de 20 000 exemplaires du nouveau Santa Fe ont été vendus en Corée du Sud depuis son lancement il y a trois semaines, ce qui représente près de 40 % des 51 000 Santa Fe qui ont été écoulés sur le marché coréen l'an dernier, a annoncé Hyundai.

70 % des acheteurs du nouveau Santa Fe ont opté pour la version diesel de 2 litres, a précisé le constructeur. Le tout-terrain de loisir est également proposé avec un diesel de 2,2 litres et un moteur à essence de 2 litres.

Hyundai compte vendre 90 000 Santa Fe en Corée du Sud en 2018. Le modèle sera commercialisé aux Etats-Unis cette année en version à essence. (YONHAP 12/3/18)

Une nouvelle version du Partenariat transpacifique a été signée

Une nouvelle version du Partenariat transpacifique (TPP) - l'accord de libre-échange dont les Etats-Unis s'étaient retirés l'an dernier - a été signée le 8 mars à Santiago par onze pays (Australie, Brunei, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour et Vietnam).

Le nouvel accord, appelé Partenariat transpacifique global et progressiste (CPTPP), vise à éliminer les droits de douane sur des produits industriels et agricoles entre les onze pays signataires, qui représentent 13 % du PIB mondial. (REUTERS 8/3/18)

GKN va fusionner sa division automobile avec Dana

GKN et Dana ont annoncé vendredi dernier qu'ils avaient signé un accord prévoyant la fusion de la division automobile GKN Driveline du groupe d'ingénierie britannique avec le fabricant américain d'essieux et de transmissions. Le montant de l'opération s'élève à 6,1 milliards de dollars.

L'accord donnerait naissance à une nouvelle entreprise, Dana PLC, dans laquelle GKN détiendrait une participation de 47,25 %. La société aurait son siège social à Toledo, aux Etats-Unis. La transaction doit encore être approuvée par les autorités de la concurrence et les actionnaires.

A la suite de l'annonce du rapprochement entre GKN et Dana, la société d'investissement Melrose a relevé, de 7,4 à 8,1 milliards de livres (8,3 à 9,1 milliards d'euros), le montant de son offre non sollicitée sur l'entreprise britannique qu'elle cherche à racheter depuis le début de l'année. Elle a précisé qu'il s'agissait de sa dernière proposition.

Melrose juge que la transaction en cours avec Dana est « préjudiciable » pour les actionnaires de GKN et va à l'encontre des intérêts de l'ensemble des parties prenantes côté britannique. (REUTERS, AFP 9 et 12/3/18, AUTOMOTIVE NEWS EUROPE 9/3/18)

La KDB lance un audit de GM Korea

La Banque coréenne de Développement (KDB) a lancé aujourd'hui un audit de GM Korea, qui déterminera le soutien du gouvernement coréen à la restructuration de la filiale de General Motors en difficulté.

La vérification détaillée de la situation de GM Korea sera réalisée par PricewaterhouseCoopers.

Par ailleurs, la filiale coréenne de General Motors a demandé la classification de ses usines en zones d'investissement étranger, ce qui lui permettrait de bénéficier d'avantages fiscaux. (YONHAP, KOREA HERALD 12/3/18)